

Lorsqu'il s'est engagé envers le British Council, le gouvernement traçait du même coup une ligne de démarcation entre relations culturelles d'une part et politique étrangère, avec tout ce qui s'y rattache, d'autre part. Ce faisant, il entendait empêcher que ces échanges culturels dégénèrent en instruments de propagande ou de manoeuvres politiques. Autre avantage: le British Council a pu en toute liberté constituer une super-équipe d'administrateurs et d'agents culturels - représentant divers secteurs -, n'étant pas assujetti aux règlements régissant l'embauchage dans le corps diplomatique. Cependant, toute médaille a son revers. Ainsi, même si le Conseil se voit accorder chaque année une subvention raisonnable de l'État - qui témoigne de l'importance accordée par celui-ci aux relations culturelles avec d'autres pays -, il peut difficilement élaborer des plans à long terme, ses crédits pouvant lui être supprimés du jour au lendemain. Par ailleurs, l'activité du British Council fait l'objet de nombreuses enquêtes et études. Néanmoins, même si le gouvernement n'est pas toujours disposé à financer tous les projets du Conseil, dans l'ensemble, il existe entre les deux entités d'excellentes relations de travail. C'est pourquoi la Grande-Bretagne peut, à l'instar de la France, tirer profit des avantages considérables que procurent les relations culturelles internationales.

La République fédérale d'Allemagne a, pour sa part, dans le domaine, une tradition aussi longue que mouvementée. Nombre de formules administratives en place aujourd'hui ont été mises en oeuvre au début du siècle. En 1920, par exemple, la république de Weimar dota le ministère des affaires étrangères d'une direction chargée de promouvoir la langue et la culture germaniques à l'étranger et de régir les relations culturelles avec d'autres pays. En 1925 fut mis sur pied le prestigieux Deutscher Akademischer Austauschdienst, dont la mission était d'organiser des échanges d'étudiants et de conférenciers avec d'autres pays. Ce programme qui visait le milieu universitaire fut complété en 1929 par la création du Deutscher Pädagogische Austauschdienst qui, lui, s'adressait aux niveaux primaire et secondaire de l'enseignement. Enfin, la même république de Weimar jeta les bases de l'institut Goethe, pendant allemand de l'Alliance française, à qui elle confia le soin de promouvoir la langue et la culture allemandes à l'étranger.

Ces excellentes initiatives furent suivies du long règne du nazisme, qui devait engendrer de la méfiance à l'égard de la diplomatie culturelle, non seulement en Allemagne, mais partout dans le monde. En effet, pendant toute cette période, on en vint à considérer cette forme de communication comme un simple instrument destiné à servir les intérêts politiques et la propagande du gouvernement, ce qui ne pouvait manquer de renforcer le sentiment profond de défiance éprouvé par les autorités du monde entier, sentiment alimenté par la crainte de voir la diplomatie culturelle devenir un outil de manipulation entre les mains de dictateurs. Cette période a tellement entaché la réputation de l'Allemagne que de nos jours, ce pays s'emploie encore à refaire son image dans bien des régions du globe.

En 1950, la Chancellerie se dotait d'un ministère des affaires étrangères et, l'année suivante, cet organisme accéda à l'autonomie sous le nom de "Auswärtiges Amt". Ce ministère devait compter une direction de la culture qui, en 1966, monopolisait quelque 40 % du budget total du ministère, ce qui témoigne de la priorité accordée par l'Allemagne à la récupération de son prestige à travers le monde.